

La Vie Internationale

Polémiques et Réalités

Les polémiques aux Etats-Unis, autour de la politique internationale et les pouvoirs de M. Truman et l'activité multipliée de la diplomatie forment un nuage de poussière qui masque l'action essentielle : l'organisation de l'économie de guerre qui se constitue en Amérique avec une rapidité et une ampleur qui confond l'imagination. La mise au point des bases et des plans stratégiques progresse également bien qu'elle se heurte encore, en apparence du moins, à des résistances ou plutôt à des formalités politiques.

Le voyage d'Eisenhower.

Autant qu'on peut en juger, le voyage du général n'a pas comporté de surprise fâcheuse. Il semble même que les difficultés prévues aient été atténuées. Sauf à Londres où l'armée atlantique compte de puissants adversaires, l'unanimité comme nous le notions la semaine passée, est faite dans les esprits. La guerre ne peut-être évitée ou, si elle éclate, gagnée que par une complète unification des moyens de défense tant économiques que militaires. Tous les hommes politiques responsables sentent qu'une course contre la montre est engagée. Si, dans les mois qui viennent, les Soviets voient s'élever à une allure accélérée une barrière puissante à leurs entreprises, ils modifieront leurs plans agressifs.

Le budget des Etats-Unis.

Quand on lit les chiffres du budget que Truman propose au pays pour 1951-1952 : Vingt-huit mille de nos milliards dont vingt pour l'armement, on se demande comment une pareille somme pourra être dépensée sans écraser l'activité normale des Etats-Unis, puisque, d'autre part, les recettes par la fiscalité doivent en principe équilibrer cette sortie de fonds. Car le président et ses conseillers ne semblent pas vouloir imposer une restriction brutale aux besoins normaux, sinon ceux que la pénurie de matières premières apportera d'elle-même. Il fait fond sur l'énorme expansion que la précédente guerre a donné au système américain de production.

Cette expansion est illimitée. Elle doit s'accroître en s'accélégrant constamment. « America unlimited » disait le théoricien du nouveau capitalisme Johnston. Non seulement cette expansion doit permettre le développement d'une puissance militaire inouïe, mais elle ne doit pas affecter le progrès humain. Le budget du président Truman prévoit en effet une part plus large que jamais

aux œuvres sociales, suite du programme du « New deal » ; bien plus, comme cela s'est vérifié depuis 1945, l'expansion affectée aux besoins militaires en posant les conditions d'une production consommable dans l'avenir permettra en fin de compte d'accélérer le progrès du bien-être général momentanément ralenti par le gaspillage d'énergie que l'armement comporte.

Cette théorie hardie en pleine application aujourd'hui, s'appuie également sur une méthode financière nouvelle : l'expansion industrielle improductive, celle d'armement, ne sera pas génératrice d'inflation, parce qu'elle constitue un potentiel de production utile dès que la reconversion devient possible. Il n'y a pas inflation si les investissements créent de la richesse même virtuelle.

Le système capitaliste américain supportera-t-il l'épreuve ? Fournira-t-il à la fois le beurre et les canons, la sécurité sociale et la paix internationale ; servira-t-il à la fois le progrès et la défense, pourra-t-il s'imposer le surcroît d'efforts d'armer ses alliés ? Rien ne permet d'en douter. Le programme Truman n'a qu'un adversaire : la durée. L'effort ne peut être fertile que s'il est limité dans le temps et un temps assez court et l'on ne voit pas, pour le moment du moins, comment il peut éviter de finir par la guerre si l'adversaire ne capitule pas de lui-même.

La réponse d'Adenauer.

Après de longues discussions et une prudente patience, le chancelier Adenauer a répondu aux offres insidieuses de Grotewohl, porte-parole de Staline pour des conversations entre Allemands pour le rétablissement de l'unité. Certains critiques intelligents ont prétendu qu'Adenauer avait été désorienté par cette campagne. Nullement. Il a attendu que les chefs de partis aient réfléchi pour se prononcer lui-même.

Au début la proposition Grotewohl a paru au peuple allemand un piège, puis il y a vu un espoir, celui d'échapper à une troisième guerre, d'éviter de prendre part pour l'Occident. Mais il a bientôt reconnu que ce qu'on lui demandait était une capitulation sans condition devant l'impérialisme soviétique, c'est à dire la fin de la liberté et de la patrie allemandes. Aussi quand Adenauer a répondu par un refus sans restrictions et affirmé d'adhésion complète de l'Allemagne au système occidental, les voix qui le discutaient se sont tues et l'on a été étonné de voir que sa réponse était celle de tous les Allemands ou à peu près, Schumacher compris.

La Conférence du Commonwealth.

La conférence des Dominions s'est déroulée à Londres dans le secret ; trois questions ont été débattues. L'attitude du Commonwealth à l'égard de Pékin, le problème du pool des matières premières et le conflit entre l'Inde et le Pakistan au sujet du Cachemire ; le président du conseil du Pakistan, Liaquat Ali Khan avait exigé que la question fut discutée et n'est venu à Londres qu'après avoir reçu satisfaction. En vain d'ailleurs, car l'intransigeance de l'Inde a fait une fois de plus échouer les négociations. Il est singulier que le Pandit Nehru, successeur de Gandhi, champion de la paix et de la libération des peuples d'Asie ne soit idéaliste que pour les autres, tandis qu'à l'égard de son voisin il entretient une querelle et une menace permanente de guerre qui fait le jeu des Soviets et ébranle la solidarité du monde libre, tout cela pour une malheureuse vallée de l'Himalaya de 1.500.000 habitants qui sont en majorité musulmans et auxquels l'Inde refuse un plébiscite.

A l'égard de la Chine, la politique anglaise a visé à l'apaisement par pure tactique ; le refus de Pékin de cesser le feu met un point final aux négociations ce qui permettra de refaire l'unité à l'O. N. U. mais gênera le trafic de Hong-Kong.

Enfin sur la question des matières premières, l'égoïsme britannique l'a emporté. La compétition entre Russes et Américains sur les marchés de la laine, du caoutchouc et de l'étain a rempli les caisses des producteurs et celle de l'Angleterre et du même coup sauvé la politique travailliste. Renoncer même partiellement à ce pactole, il n'en saurait être question. Nous paierons donc nos matières premières aux enchères même si nos prix doivent s'enfler et notre paix sociale en souffrir. Les Américains résisteront-ils ou préféreront-ils que les Russes épuisent leurs réserves d'or à se procurer les produits dont ils manquent.

CRITON.